

**lalux**  
ASSURANCES

CONDUIRE  
EN TOUTE SÉRÉNITÉ  
Découvrez **easyPROTECT** Auto

mobile

ici  
bien sûr



POLITIQUE AU LUXEMBOURG

09 février 2021 16:26; Act: 09.02.2021 16:37

## Une quasi-unanimité dans l'affaire OpenLux

LUXEMBOURG - Le gouvernement et les fractions à la Chambre ont dans leur ensemble défendu les pratiques de la place financière.



Le ministre Pierre Gramegna n'a pas affronté une opposition trop hostile. (photo: Flickr / Chambre des députés)

### Une faute?

Signalez-la-nous!

«L'intérêt du pays est que la majorité et l'opposition aillent dans la même direction», a déclaré mardi Laurent Mosar (CSV), à la Chambre des députés, lors du débat organisé suite à la publication de l'étude OpenLux. Son vœu a été pratiquement exaucé, puisque presque tous les orateurs sont allés dans le sens du gouvernement, qui a défendu les pratiques fiscales du pays et de la place financière.

«Le Luxembourg est totalement dans les clous de la réglementation européenne», a lancé Pierre Gramegna (DP), ministre des Finances. Il a dénoncé «les amalgames» de l'étude publiée lundi. Selon lui, «beaucoup de choses ont été faites en matière de transparence, tandis que la lutte contre le blanchiment «prend du temps». Il a affirmé que le Luxembourg avait «soutenu le changement de cadre au niveau européen». La force du Grand-Duché vient «de sa stabilité politique, de la paix sociale, du triple A dans les agences de notation et de sa capacité à attirer les talents». Sam Tanson (Déi Gréng), ministre de la Justice, a aussi défendu la bonne utilisation du registre des bénéficiaires effectifs.

### Un vrai soutien

Les discours suivants sont allés dans le même sens. Pour la majorité, Gilles Baum (DP) a critiqué les titres «excessifs» dans la presse internationale et rappelé «l'expertise du Luxembourg» pour la place financière: «Nous jouons en Ligue des champions». Josée Lorsché a insisté sur le fait que le Luxembourg ne figurait «sur

aucune liste noire», tandis que Georges Engel (LSAP) a critiqué les «soi-disant révélations» et dénoncé «une attaque contre la place». Une partie de l'opposition a abondé, à l'image de Laurent Mosar (CSV), qui estime que «beaucoup de choses se sont passées dans l'UE et à l'OCDE», et de Fernand Kartheiser (ADR). Une fois n'est pas coutume, ce dernier a exprimé sa «solidarité envers le gouvernement» et affirmé que la concurrence fiscale n'était «pas une mauvaise chose».

Seuls les deux derniers orateurs ont exprimé un point de vue un peu plus critique. Après avoir rappelé aux médias allemands, qui évoquaient le blanchiment d'activités criminelles au Luxembourg, que Berlin vendait des armes, David Wagner (déi Lénk) a dénoncé «des taux d'imposition de 0,1%» au Grand-Duché. «Je ne défends pas notre modèle, notre place financière», s'est-il emporté au micro. Enfin, Sven Clement (Pirate) a affirmé le besoin «d'une place financière morale», affirmant que «des entreprises condamnées à l'étranger investissent ici».

(Joseph Gaulier/L'essentiel)

#### o Commentaires

